

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 28 septembre 2014

N° 405

PRIX : 0,60 Euro

IMMIGRATION



**UN NOUVEAU DRAME À METTRE
SUR LE COMPTE DE LA BARBARIE
DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Immigration: un nouveau drame à mettre sur le compte de la barbarie de la société capitaliste

Page 3

Mali :

-IBK, un an de pouvoir au service des patrons et des riches

-un nouvel accord de paix qui ne règlera pas grand' chose (page 4)

Page 6

Côte d'Ivoire : rentrée scolaire : l'Etat plus préoccupé à servir la soupe aux riches

Page 8

Tchad : cinq nouveaux soldats sacrifiés sur l'autel de l'impérialisme français

Page 9

Ebola : des actions très importantes sont plus que nécessaires

Page 10

Moyen-Orient : une intervention qui accroîtra encore le chaos

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site : www.uatci.org

IMMIGRATION

UN NOUVEAU DRAME À METTRE SUR LE COMPTE DE LA BARBARIE DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Près de 500 migrants sont récemment morts noyés en mer Méditerranée. Ce bilan meurtrier s'ajoute à de nombreux autres : en octobre dernier 400 migrants avaient trouvé la mort dans le naufrage près de Lampedusa. Plus récemment, les 28 et 29 juin dernier, 5 500 personnes ont été récupérées au large de la Sicile, 45 d'entre elles sont mortes asphyxiées au fond de la soute de leur embarcation de fortune. Le 18 mars, près de mille migrants africains avaient tenté un assaut collectif contre les hautes grilles de Melilla, enclave espagnole en territoire marocain. Malgré les balles en caoutchouc tirées par les policiers et les blessures causées par les lames tranchantes de la clôture, cinq cents migrants avaient réussi à passer. Un mois auparavant, quinze Africains mouraient noyés à quelques dizaines de mètres de Ceuta, une autre ville espagnole au Maroc, après que la police a tiré sur eux avec des balles en caoutchouc.

Depuis le début de l'année 2014, le nombre de personnes en provenance d'Afrique subsaharienne, atteignant les régions du sud de l'Italie, après un voyage à haut risque en mer, aurait atteint des chiffres sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Ce n'est pas de gaité de cœur que de plus en plus de personnes prennent des risques pour partir. Ils fuient le chômage, la misère, les dictatures, les bandes armées, la xénophobie, les guerres et bien d'autres calamités engendrées par le système capitaliste malade et en crise. Ils partent avec l'assentiment de leurs proches en situation de détresse, dans l'espoir de trouver un ciel plus clément quelque part en Europe et pouvoir ensuite venir en aide à ceux qu'ils ont laissé sur place dans le dénuement.

Les moyens existent et pourraient venir à bout des famines, des maladies, ils permettraient aux populations de se vêtir, de s'éduquer, de satisfaire les besoins à commencer par les plus urgents, d'accéder à l'eau potable et à un minimum de bien être. Mais dans le système capitaliste qui domine la société humaine, les profits réalisés par une poignée de grands actionnaires ont la priorité sur les intérêts de l'immense majorité.

C'est pourquoi il est urgent que les travailleurs de tous les pays s'organisent pour bâtir un monde fraternel débarrassé de l'exploitation capitaliste et des barbelés qui cloisonnent les peuples.

MALI

IBK : UN AN DE POUVOIR AU SERVICE DES PATRONS ET DES RICHES

Elu Président du Mali le 19 septembre 2013 par plus de 80% des voix, et investi ensuite comme tel, en présence du représentant de l'impérialisme français François Hollande et de certains valets africains, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) était, pendant un an, essentiellement au service des capitalistes et des riches, en particulier français ; il continuera à l'être.

Mais pour ceux qui ont voté pour lui, ou pour le reste de la population malienne, il leur avait fait croire, dès sa prise de pouvoir, qu'il allait gouverner pour eux et pour le bien du Mali. C'est tout le contraire. Le slogan de campagne « *Le Mali d'abord et le bonheur des Maliens* », est devenu, une fois IBK bien installé au palais de Koulouba, quelque chose du genre « *ma famille d'abord et mes amis ensuite* ».

En effet, IBK a d'abord commencé par faire éliminer, physiquement, des éléments de l'ex-junte militaire regroupés autour de leur chef Amadou Sanogo, et qui lui faisaient de l'ombre depuis la ville de Kati, leur fief ; il a pris ensuite la précaution de s'entourer de hauts gradés de l'armée et de la police qui lui sont favorables ; dans l'administration, il a fait virer des directeurs et PDG pour les remplacer par des membres de sa famille ou par ses amis ; des postes de ministres, députés ou autres sont attribués aux membres de son parti. Quant à lui-même, il ne s'est pas gêné en puisant largement dans les caisses de l'Etat. Pour se faire plaisir, il va jusqu'à s'offrir ce bijou, un Boeing 737 qui a tout de même coûté la bagatelle de 20 milliards de francs CFA.

Cet argent aurait pu servir par exemple, à construire des écoles, des hôpitaux ou à forer des puits dans les villages. Mais les besoins des masses laborieuses sont les derniers de ses soucis : il ne s'est pas, par exemple, opposé à la récente augmentation des prix de l'eau et de l'électricité, ce qui a grevé d'avantage encore les faibles bourses des travailleurs et des petites gens.

IBK a fait croire aussi, pendant la campagne présidentielle qu'il allait « *rétablir l'intégrité territoriale* » pour « *mettre fin à la division du pays* ». Aujourd'hui, force est de constater qu'il n'en est rien. Un an après, la région demeure toujours précaire. Si dans le centre de Gao, les habitants se sentent plus ou moins en sécurité, dès qu'ils sortent de la ville, l'inquiétude grandit. C'est pareil à Tombouctou. Les activités ont repris, mais les déplacements à l'extérieur de la ville sont jugés dangereux. Quant à Kidal, fief du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) l'armée malienne y met rarement les pieds.

IBK était, au début de son mandat, très catégorique : pas de négociation avec les mouvements rebelles tant qu'ils ne déposent pas les armes. Mais les dirigeants de l'impérialisme français l'ont obligé à le faire : c'est Paris qui dicte la politique qu'il faut mener au Mali. Actuellement, les négociations d'Alger piétinent. Peut-être que des accords vont être signés encore mais ça sera sans lendemain comme les autres fois. Cette situation de guerre au Nord pèse lourdement sur les conditions de vie de toute la population malienne.

IBK s'est engagé aussi à lutter contre la corruption et le népotisme. Des dossiers qui dormaient dans les tiroirs de certaines administrations ont été remis à la justice. Il y a eu quelques arrestations, sans plus. L'exemple devrait venir d'en haut, en premier d'IBK : il est le champion du favoritisme, du népotisme et de la dilapidation des fonds publics.

Le 7 septembre à Bamako des partis politiques de l'opposition ont organisé un grand meeting au Palais de la culture, Amadou Hampathé Ba. Objectif : faire le bilan d'une année de pouvoir par IBK qu'ils jugent négatif.

Mais que proposent-ils ? Pas grand' chose qui ne ressemble plus ou moins à la politique menée par IBK. Car au fond, tous ces dirigeants, s'ils arrivaient un jour au pouvoir, mèneraient

une politique au service des capitalistes et des riches, en particulier français. Ceux-là mêmes qui

exploitent les travailleurs maliens.

MALI

UN NOUVEL ACCORD DE PAIX QUI NE RÉGLERA PAS GRAND' CHOSE

Depuis le 1er septembre se déroule à Alger le "deuxième round" de pourparler entre le gouvernement malien et des représentants de mouvements nationalistes touaregs du Mali. Tous les groupes armés touaregs ne sont pas présents mais seulement ceux qui ont accepté de signer, (toujours à Alger, sous l'égide des autorités algériennes), "*la feuille de route*" du premier round de pourparler, un mois plus tôt.

Abdoulaye Diop, le représentant du gouvernement malien dans ces négociations d'Alger, a assuré que son gouvernement s'engageait à "*accepter et à respecter totalement et entièrement dans les meilleurs délais possibles*", les accords qui seraient adoptés au terme de ces négociations. De leur côté, les représentants des mouvements politiques et militaires touaregs ont aussi tenu à affirmer qu'ils souhaitaient une "*solution définitive*" sans pour autant exiger ouvertement une séparation totale et définitive avec l'État malien. Quant au chef de la diplomatie algérienne qui joue le rôle de "médiateur", il s'engage à œuvrer pour "*une paix juste et durable au Mali*".

Le sort des accords précédents : mort-nés, ou presque !

Au vu du nombre d'"*accords de paix*" de ce genre, signés quelques années auparavant entre les représentants de l'État malien et ceux des mouvements indépendantistes touaregs (pas forcément les mêmes que ceux d'aujourd'hui mais ayant les mêmes ambitions politiques), on peut d'ores et déjà affirmer que les accords d'Alger seront caducs avant même qu'ils soient appliqués sur le terrain. Ce fut le cas de tous les accords précédents. Certains ont duré quelques mois ou quelques années, d'autres que quelques semaines.

Une des raisons, et non des moindres, est que ceux qui signent (tant du côté des mouvements rebelles que de l'État malien) ne représentent en général qu'eux-mêmes et sont

susceptibles d'être désavoués à tout moment par leurs successeurs ou leurs concurrents.

C'est ainsi que vers la fin du règne de l'ancien dictateur Moussa Traoré, lorsque ce dernier, après avoir tenté de noyer dans le sang la rébellion dans le nord du Mali (entre octobre et décembre 1990), a été contraint de signer un premier "*accord de paix*" à Tamanrasset, en Algérie, en 1991. A peine ces accords ont-ils été signés que Moussa Traoré a été renversé par un coup d'État suite à une révolte estudiantine et populaire contre son régime. Sous le gouvernement de transition du colonel Amadou Toumani Touré, un "*Pacte national*" fut signé en 1992 entre l'État malien et les représentants des Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad (MFUA). Les négociations furent menées avec la médiation de l'Algérie. Ce pacte avait été alors qualifié d'"*historique*" et prétendait déjà être une "*solution définitive*". Il prévoyait un statut particulier pour les trois régions du Nord. Le nouveau dirigeant malien procéda à un nouveau découpage administratif du nord du Mali, avec des assemblées locales, régionales et interrégionales. Des combattants des MFUA furent intégrés dans les différents corps de l'armée malienne. Des grades d'officiers furent donnés à des dirigeants de la branche armée des MFUA, tandis que pour ceux de la branche politique il y eut des distributions de postes lucratifs dans la fonction publique ou des strapontins ministériels pour quelques uns d'entre eux.

Mais pour les populations du Nord (pour les Touaregs comme pour les autres ethnies), il n'y a eu que des discours creux du genre "*Aide au développement du Nord*", ou des "*projets*" mirobolants de toutes sortes. Le peu d'argent qui avait été prévu dans ces projets a été dilapidé avant même qu'il y ait un début d'une quelconque réalisation utile à la population. Ceux qui en ont profité constituent une infime minorité de parasites et de voleurs se trouvant des deux côtés:

tant de l'Etat malien que des appareils politico-mafieux des mouvements rebelles.

A peine un an après la signature des accords de Tamanrasset, c'est la fin de la "transition" conduite par Amadou Toumani Touré. Celui-ci cède la place au nouvel élu, Alpha Oumar Konaré, en avril 1992. Le nouveau président du Mali ne se sent pas tenu de respecter ce qui a été signé par son prédécesseur. Dès 1994, la rébellion reprend le maquis et les armes crépitent de nouveau au Nord, surtout dans la région de Kidal. Il y a eu des morts des deux côtés, mais c'est surtout la population pauvre de la région Nord (toutes ethnies confondues), qui en fait les frais. Le nombre de victimes civiles (si tant est qu'elles ont été dénombrées) n'a jamais été publié; quant aux réfugiés, ils se comptaient déjà par dizaines de milliers.



Membres de la délégation touareg, aux négociations de Ouagadougou en juin 2013

De nouveaux pourparlers ont lieu et se terminent par la signature de nouveaux accords, le 27 mars 1996 à Tombouctou. Les signataires poussent même leur cinéma de réconciliation jusqu'à organiser une cérémonie baptisée "la Flamme de la Paix", au cours de laquelle on procède publiquement à la mise au feu de 3 000 armes pour signifier que la "paix définitive" est maintenant arrivée. Hélas, cet accord de Tombouctou n'est une fois de plus qu'un feu de paille. A peine les cendres du grand feu ont-ils refroidi que le conflit armé a repris de plus belle.

Incapable de mettre fin à la rébellion armée, le nouveau pouvoir malien fut de nouveau contraint de signer d'autres accords du même acabit : Accords d'Alger (le 4 juillet 2006, puis le 16 novembre 2012 à Ouagadougou).

Les derniers pourparlers qui ont commencé le 01 septembre 2014 à Alger ne sont

donc que le nième du genre. Il n'y a objectivement aucune raison qu'il soit différent des précédents. Le régime malien d'Ibrahim Boubacar Keita, issu de l'élection il y un an, ne souhaite comme ses prédécesseurs, que d'en découdre avec la rébellion touareg. Il a beau fanfaronner sur sa prétendue volonté de ne pas céder "un seul centimètre du territoire national" aux séparatistes touaregs, mais d'une part il n'a pas les moyens militaires pour éradiquer la rébellion; et d'autre part, ce n'est pas lui qui décide mais l'ancienne puissance coloniale. S'il n'y avait pas eu l'intervention militaire de la force Serval, les principales villes du Nord comme Gao et Tombouctou seraient probablement toujours entre les mains du MNLA ou d'autres branches militaro-politiques touaregs. Peut-être que d'autres villes seraient tombées entre leurs mains.

Quel avenir pour les travailleurs et les populations pauvres du Mali ?

Cette rébellion durera probablement encore pour une longue période. C'est un de nombreux héritages du découpage des frontières par l'ancienne puissance coloniale française. Ce n'est pas seulement un problème malien mais commun à toute cette région sahélo-saharienne. Le peuple touareg a été morcelé, comme d'autres peuples, d'autres ethnies en "nationalités", de manière arbitraire. Les mouvements indépendantistes sont le résultat de ce passé colonial.

L'avenir pour les travailleurs et les populations pauvres, ne se trouve pas dans la création de nouvelles frontières supplémentaires entre eux mais au contraire dans la suppression de toutes celles ont été créées dans le seul but de les diviser. Entre un travailleur touareg, songhaï, peulh ou bambara, il y a moins de différence, même s'ils ne parlent pas forcément la même langue, qu'entre eux et leurs patrons exploiters, fussent-ils de la même ethnie qu'eux. Les travailleurs les plus conscients savent que l'avenir est dans l'union de tous les travailleurs, par de-là les frontières, les ethnies ou la couleur de peau. C'est dans cette direction que doivent œuvrer tous ceux qui sont pour une société vraiment débarrassée de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

MALI

**IBK, CHAMPION DE LA DILAPIDATION
DES CAISSES DE L'ÉTAT**

A l'occasion de la fête de l'Indépendance du Mali, le chef d'Etat malien a été interrogé par des journalistes sur l'achat d'un avion présidentiel qui a coûté 30 millions d'euros (environ 20 milliard de francs CFA). Il a répondu qu'il s'agit d'une dépense de "souveraineté" et que l'argent a été utilisé selon les règles fixées par l'Etat. Mais

comme l'Etat c'est lui, il s'est senti le droit de se payer un joujou pour se faire plaisir. Cet argent aurait pu être utilisé pour construire quelque chose d'utile à la population ou pour entretenir des écoles ou des hôpitaux, par exemple. Mais pour IBK, les besoins de la population passent après ses caprices.

**LES TÊTES CHANGENT MAIS
LE NÉPOTISME DEMEURE**

Un an après son arrivée au pouvoir, IBK a surtout brillé par son népotisme et ses dépenses somptuaires. Il a donné des postes lucratifs à ses proches (familles et amis), en toute "légalité" selon lui. A sa décharge on pourrait juste ajouter qu'en la matière, il ne fait pas exception. Tous les

Présidents qui ont été installés à Koulouba avant lui ont agi de la même manière en casant les leurs. A l'occasion d'un coup d'Etat ou d'une élection présidentielle, les têtes changent mais les pratiques demeurent.

RENTRÉE SCOLAIRE EN CÔTE D'IVOIRE

**L'ÉTAT PLUS PRÉOCCUPÉ À SERVIR
LA SOUPE AUX RICHES**

Actuellement c'est la rentrée des classes. Les parents courent à gauche et à droite pour inscrire leurs enfants, surtout dans les familles pauvres. Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, rares sont les familles de paysans ou d'ouvriers où les parents viennent à bout de la rentrée scolaire sans avoir recours au prêt. Cela est encore plus vrai quand il y a plusieurs enfants à scolariser.

Dans les écoles secondaires, au début les "*inscriptions en ligne*" étaient sensées réduire les dépenses des parents. Mais cette année, ce sont des frais en plus. Ainsi pour les élèves des écoles publiques, il faut d'abord payer 6 000 francs CFA "*en ligne*" et après déboursier de 9 000 Frs à 11 000 Frs pour l'inscription à l'école. Les élèves que l'Etat affecte dans les écoles privées, eux, payent 3 000 Frs "*en ligne*" et 20 000 Frs à 70 000 Frs comme frais d'inscription en fonction de l'établissement d'accueil.

Si l'enfant doit être inscrit dans une école privée, là encore les parents doivent se saigner beaucoup plus. C'est pourtant le cas de la plupart

des élèves, car les établissements publics sont en nombre insuffisant et leurs effectifs pléthoriques poussent les parents à s'orienter vers le privé. Mais dans ces écoles, en plus des frais d'inscriptions obligatoires que chacun de ces établissements fixe selon son gré, les frais de scolarité sont aussi très élevés. En fonction de l'école ou du niveau scolaire, la somme à payer peut aller de quelques dizaines de mille à plusieurs centaines de milliers de Francs.

Les "*grandes écoles*" publiques et privées ne sont pas en reste. Là aussi les enchères montent. Surtout avec les écoles privées. Les frais d'inscription à eux seuls ont découragé plus d'un parent. Après le bac, nombre d'élèves orientés par l'État dans ces établissements restent sur le carreau par défaut d'avoir pu verser les sommes de 40 000 Frs en plus de 300 000 Frs exigées comme inscription.

En plus, il y a les livres, cahiers et autres fournitures, et très souvent la carte de bus

mensuelle à pourvoir à l'enfant. C'est pourquoi, les rentrées font passer des nuits blanches aux parents.

Dans ce pays, le gouvernement trouve bien des milliards à distribuer aux entreprises en terme d'exonération de douane et d'impôts. Mais

il n'y a pas d'argent pour la scolarisation des enfants de pauvres. Quoi qu'il en soit, pour les hauts dignitaires du pays et les riches, scolariser leurs progénitures ne leur pose aucun problème. Ils en ont les moyens et c'est dans les meilleures écoles de l'étranger qu'ils les envoient.

CÔTE D'IVOIRE

JEUNE FILLE DÉSHABILLÉE PAR DES IMBÉCILES À CAUSE DE SON HABILLEMENT QU'ILS TROUVAIENT INDÉCENT !

A Yopougon Siporex, un groupe de jeunes a déshabillé une jeune fille sous le prétexte qu'elle était « *mal habillée* ». Ce n'est malheureusement pas là un agissement isolé. Il y a aussi régulièrement des atteintes à la liberté des femmes, à Abobo, à Adjamé et dans d'autres quartiers populaires.

De quel droit ces jeunes hommes se permettent-ils de se livrer à de tels actes ? Ce genre de comportement participe de la volonté de certains hommes de maintenir les femmes sous contrôle.

Il y a encore de cela quelques années, quand les cinémas, les centres culturels et autres lieux n'étaient pas encore transformés en lieu de cultes, seuls des imbéciles ou des gens avec une mentalité rétrograde pouvaient être choqués de voir passer des filles en short ou en mini-jupe.

Aujourd'hui, avec la misère ambiante, les idées rétrogrades d'un autre âge émergent dans la puanteur de cette société capitaliste pourrissante. Aussi, beaucoup de personnes se réfugient derrière les religions qui en ces temps d'incertitudes ont le vent en poupe. L'influence de ces religions se fait beaucoup plus sentir. C'est la gente féminine qui en fait le plus les frais ! Dans les medias, que ce soit à la

télévision, à la radio ou dans les journaux, quand il s'agit de critiquer les mœurs vestimentaires, c'est aux femmes que ces gens-là s'en prennent. Même dans les écoles, quand les résultats sont mauvais, les « *bien-pensants* » accusent le vestimentaire des filles comme étant responsable des échecs scolaires. On leur coupe les cheveux et on leur impose des modèles de vêtements. Pour toutes les religions chrétienne ou musulmane, qui ont pignon sur rue, la femme reste un bouc émissaire idéal.

Tous ces prêtres, pasteurs et imams sont choqués de voir une fille en mini-jupe et s'ils pouvaient les condamner à mort, ils le feraient. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les pays où ils sont au contrôle du pays ! Ces mêmes gens trouvent tout à fait normal que des travailleurs, par exemple, soient exploités quelque fois pire que des esclaves dans cette société où seuls comptent les intérêts de la classe possédante. Là, ces gens-là ne sont pas du tout choqués et ils sont même le plus souvent d'accord avec le fonctionnement de cette société dont ils disent bien volontiers que c'est la volonté de Dieu ! Comme chacun le sait, quand ils ne sont pas eux-mêmes des exploités, ils mangent dans la main des esclavagistes des temps modernes et de leurs mandants au pouvoir !

TCHAD

**CINQ NOUVEAUX SOLDATS SACRIFIÉS
SUR L'AUTEL DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS**

Le 24 septembre dernier, cinq soldats tchadiens de la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali (Minusma), tués il y a une semaine au nord de ce pays, ont été inhumés au cimetière militaire de Ndjamena. Il paraît que leur véhicule a sauté sur une mine aux environs d'Aguelhoc, dans la région de Kidal.

A cette occasion, Le ministre tchadien chargé de la Défense nationale, a salué le «*courage* » et le «*sacrifice suprême* » de ces soldats.

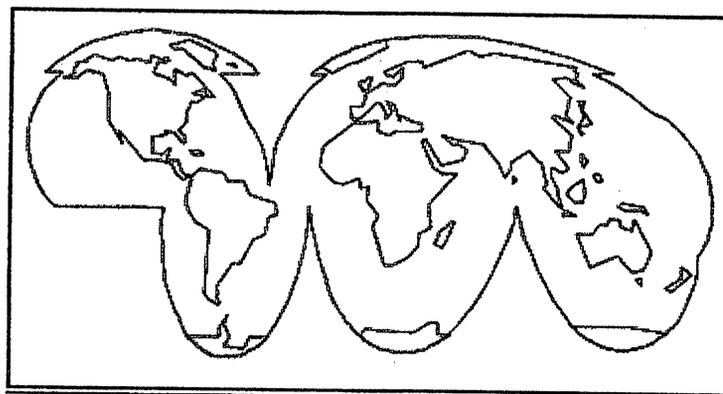
Depuis le début de ce mois, dix soldats tchadiens sont tombés dans cette zone située près de la frontière algérienne. A cela il faut ajouter des centaines qui sont morts lors de l'opération Serval au Mali ou de l'opération Sangaris en Centrafrique. Avec l'opération Barkhane dont la principale base est située à Ndjaména et qui est opérationnelle depuis le 1^{er} août, d'autres soldats tchadiens vont continuer à tomber ... sous l'autel de l'impérialisme français.

Ce n'est pas pour les beaux yeux des populations africaines, ni pour rétablir la paix dans cette partie du sahel que l'impérialisme français déploie tout un impressionnant arsenal militaire. Sous prétexte de s'attaquer aux djihadistes ou pour lutter contre le terrorisme dans cette zone, c'est avant tout les intérêts des capitalistes français que le gouvernement de Paris défend, ceux-là mêmes qui exploitent par exemple l'uranium au Niger et les travailleurs de ce pays.



L'« Opération Barkhane » en activité depuis le 1^{er} août 2014

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

EBOLA

DES ACTIONS TRÈS IMPORTANTES SONT PLUS QUE NÉCESSAIRES



Afrique de l'Ouest : évacuation d'un malade avec les moyens du bord

Cela fait plus de six mois que l'épidémie d'Ebola fait des victimes. A l'heure actuelle on dénombre plus de 3000 morts et plus 6.000 touchés par ce fléau, dans les pays de l'Afrique de l'ouest, en Guinée, Serra Leone et au Liberia. Ce sont surtout les populations vivant dans les zones forestières qui sont touchées. Les centres de soins des « Médecins sans frontière » sont débordés, et ne peuvent pas se déployer partout faute de moyens.

Récemment, dans un village de la Guinée, Womé, une mission de sensibilisation sur l'épidémie a été accueillie très violemment. Huit personnes de cette délégation ont été lynchées et tuées, accusées par les villageois d'être responsables de la propagation de l'épidémie d'Ebola. Ils ne veulent pas qu'on perturbe leurs traditions ancestrales. En particulier l'interdiction par les autorités, de façon brutale, de pratiquer certains rites d'inhumation favorisant la propagation du virus. Mais les autorités ont aussi leur responsabilité dans cette situation car elles ne pensent même pas que dans un cas aussi important que l'épidémie d'Ebola il est nécessaire de prendre des mesures de manière à ce qu'elles soient bien comprises et appliquées par la population, dans son propre intérêt.

En plus, les préoccupations des dirigeants de ces trois pays, comme la plupart des autres pays d'Afrique, n'ont jamais été l'amélioration

de l'état de santé des populations. Dans cette situation, les gens sont laissés à la merci des charlatans qui leur font croire que cette épidémie est l'œuvre des dirigeants des grandes puissances occidentales ; que les « Blancs » veulent faire du mal aux peuples africains. Aussi poussent-ils les petites gens à désertir les centres de soins ou même à les attaquer. Cela éloigne les populations des informations importantes pour se protéger de cette épidémie. Et on voit se proliférer dans les marchés des produits bidon tels que l'eau salée ou d'autres breuvages douteux.

La situation est très préoccupante pour toutes les populations de cette région. Les hôpitaux manquent de moyens et médicaments mêmes les plus courants y font défaut à tel point que ces lieux sont devenus au fil des ans des mouroirs pour pauvres. Ces derniers sont dans le dénuement et très vulnérables aux microbes et aux virus.

Des mesures et des actions très importantes sont plus qu'urgentes. Le fléau risque de se propager et s'attaquer aux pays voisins de l'Afrique de l'Ouest (et même des pays situés bien plus loin). Aucun des États de cette région n'est capable d'affronter ce genre d'épidémie. L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) tire le signal d'alarme mais les mesures mises en place par les grandes puissances sont dérisoires. Lorsque les intérêts de leurs capitalistes sont en cause, des pays comme les USA, la France, l'Angleterre et quelques autres n'hésitent pas à mobiliser leurs moyens matériels et humains pour intervenir aux quatre coins de la planète.

C'est pourquoi il est plus que nécessaire que les travailleurs s'organisent pour débarrasser la société de tous ces parasites et ces exploiters. Et ainsi les travailleurs feront en sorte que les moyens techniques, les progrès et la science, soient enfin mis à la disposition de ceux qui en ont le plus besoin sur cette planète.

FOYER MARC SEGUIN

UNE AGRESSION CONTRE LES RÉSIDENTS

Depuis plus de trois semaines, les travailleurs immigrés qui résident au foyer Marc Seguin dans le 18ème se débrouillent pour manger : le restaurant a été fermé (les portes et fenêtres ont été murées) sous prétexte qu'il ne répond plus aux normes d'hygiène. Tous les petits commerçants installés dans la cour ont été chassés ; la cafeteria qui sert de salle de jeux et de détente est également fermée. Motif : manque de licence d'exploitation. Des vigiles sont placés devant l'entrée du foyer pour surveiller les résidents et les visiteurs, surtout les femmes, parce que, paraît-il, le foyer serait un lieu de prostitution, ce qui est évidemment faux.

Les locataires, révoltés par cette situation, ont contacté un avocat ; ils ont commencé une

grève des loyers pour exiger la réouverture du restaurant et de la cafeteria, l'installation des réchauds à gaz à chaque étage pour faire la cuisine et pas de présence de vigiles à l'entrée.

Les résidents ont absolument raison de se révolter car ils ne sont pour rien dans la fermeture du restaurant et de la cafeteria. Le seul responsable, c'est la société Adoma qui gère le foyer : elle a traîné les pieds pour la rénovation des lieux demandée par le service d'hygiène de la mairie.

Ce marchand de sommeil est très pressé lorsqu'il s'agit d'encaisser les loyers mais pas pour effectuer des travaux nécessaires à la santé et à la vie des résidents.

MOYEN-ORIENT

UNE INTERVENTION QUI ACCROÎTRA ENCORE LE CHAOS

(Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans l'hebdomadaire trotskiste du 26 Septembre 2014, de nos camarades de Lutte Ouvrière).

* * * * *



Nord de l'Irak, 11 août 2014 : des habitants fuient les frappes américaines

Dans la nuit du 22 au 23 septembre, l'aviation américaine a bombardé pour la première fois des positions de « l'État islamique » en Syrie, alors que, depuis le 8 août, date du début de l'intervention américaine, les frappes aériennes n'avaient touché que le territoire irakien.

Les États-Unis ont eu l'accord de l'ensemble des pays impérialistes et d'un bon nombre de pays arabes, le Bahreïn, le Qatar, la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. L'impérialisme américain a entraîné ainsi ses « alliés » dans une énième intervention dans cette partie du monde, après celles de 1991 et de 2003, qui ont justement créé les conditions du chaos actuel.

Cela fait des mois que se poursuit l'avancée des milices de l'« État islamique en Irak et au Levant » (EIL) qui se proclame désormais simplement « État islamique » (EI). Les conséquences sont dramatiques pour la population des zones conquises. 130 000 Syriens, en majorité kurdes, ont fui la ville de Kobané (Aïn al-Arab en arabe) au Kurdistan, attaquée par les milices de l'EI, vers la ville de Suruç située à

la frontière turque, se heurtant à l'armée d'Ankara. En Irak, l'offensive de l'EI dans la région nord-ouest a fait fuir les populations irakiennes par centaines de milliers, trouvant pour tout refuge des camps précaires où tout manque, eau, nourriture, médicaments.

La situation devient chaque jour plus inextricable et le chaos menace de s'étendre aux autres pays de la région. EI impose aux populations des territoires conquis une dictature moyenâgeuse, décapitant, coupant les mains, réduisant les femmes en esclavage. On comprend que les populations qui subissent cette barbarie voient dans l'intervention américaine un secours, au moins provisoire. Mais il n'y a malheureusement rien de bon à en attendre.

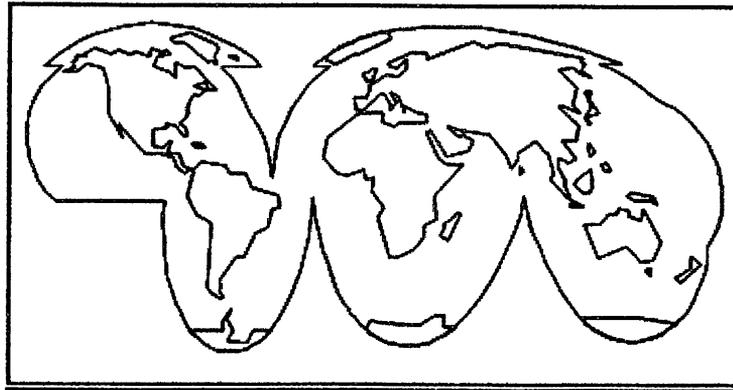
Ce n'est pas le sort de la population civile qui préoccupe les dirigeants impérialistes, mais les affaires des grands groupes capitalistes que

cette instabilité pourrait menacer. Il faut se souvenir que toutes les interventions impérialistes, depuis le découpage du Moyen-Orient projeté en 1916 entre France et Angleterre jusqu'à aujourd'hui, n'ont fait qu'aggraver la situation. L'impérialisme à chaque fois a cherché à diviser pour régner. Il s'est appuyé sur les forces les plus réactionnaires, en toute connaissance de cause, pour maintenir sa domination politique et économique. Il ne pourra sortir de ses nouvelles interventions que de nouvelles divisions, de nouvelles contradictions opposant peut-être des forces encore plus barbares : la situation de l'Afghanistan, que l'impérialisme américain devait sauver des intégristes, est là pour le rappeler.

L'impérialisme, qui se présente aujourd'hui en sauveur des populations victimes de la barbarie, en est le premier.

À bas l'impérialisme !

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.